Pourparlers sur l'Ukraine : l’Europe est reléguée aux bars des hôtels

RT en Français

Suivez RT en français sur Telegram

Les 10 et 11 novembre, la Russie et les États-Unis ont repris les pourparlers, avec la présence d’une délégation ukrainienne, au sujet d’une nouvelle architecture internationale de sécurité et du conflit en Ukraine. Pour Karine Bechet, la Russie a durci le ton, mettant les atlantistes face à leur hypocrisie.

La Russie a décidé de lier et de traiter dans l'ordre suivant les deux questions fondamentales : tout d’abord, celle d’une nouvelle architecture de sécurité, puis le conflit en Ukraine. Comme l’a déclaré Sergueï Lavrov, le ministre russe des Affaires étrangères, le règlement du conflit atlantiste en Ukraine contre la Russie n'est en réalité qu'un élément du débat plus général, qui est celui de la création d'une architecture de sécurité internationale pour le continent européen.

On pourrait ajouter, que la question d’une architecture de sécurité internationale dépasse le cadre européen, ce qui justifie par ailleurs les discussions avec les États-Unis, puisque la sécurité européenne n’est elle-même qu’un élément de la sécurité internationale. C’est à ce prix, que l’on pourra atteindre une certaine stabilité mondiale. Et le passage des représentants américains à Moscou pour, dans la foulée, en discuter avec Vladimir Poutine le montre bien.

La logique russe est imparable. Rappelons-nous, qu’avant le lancement de l’opération militaire spéciale en 2022, le Président Poutine avait rencontré le Président américain Biden et proposé de revoir le système de sécurité international, dont l’inefficacité n’était déjà plus à démontrer. Les États-Unis ont refusé et préféré le conflit, certes pas direct, mais par l’intermédiaire du *proxy* ukrainien.

En ce sens, la guerre en Ukraine aurait pu être évitée, si un accord avait été trouvé. Elle est bien ainsi une conséquence d’une cause plus profonde et systémique : l’effondrement de l’architecture de sécurité internationale, issue de la Seconde Guerre mondiale, déformée après la chute de l’URSS et désormais ne répondant plus à la nouvelle réalité géopolitique.

Les Européens ont accouru à Abou Dhabi, se sont fièrement entretenus en privé avec les Ukrainiens et les Américains, mais malgré les déclarations du ministre français des Affaires étrangères, Jean-Noël Barrot, ils n’ont pas participé aux négociations elles-mêmes. La Russie y était opposée et a tenu ferme, face à la pression américaine et de l’OTAN.

L’OTAN, en revanche, était représentée au sein de la délégation américaine, ce qui illustre la disparition diplomatique de l’Europe et sa mise sous la tutelle des États-Unis. Et ce pour des questions aussi importantes, que celle de sa sécurité. Les représentants de l’UE, notamment l’incontournable Kaja Kallas, se sont écriés qu’il était impossible de traiter de la question de la sécurité en Europe sans l’Union européenne. Il leur a été prouvé, que cela était possible.

L’Union européenne ayant fait disparaître l’Europe, celle-ci est reléguée aux bars des hôtels, comme le chef de la délégation russe, Médinsky, l’a souligné. En revanche, lors de la conférence de presse après les deux journées de discussions, il a déclaré que le système européen de sécurité a besoin d’une révision totale, puisqu’il ne fonctionne plus. D’une manière générale, il faut mettre en place un dispositif de sécurité qui soit plus équitable.

Mais l'équité n'est pas du goût des atlantistes : cette architecture leur convient parfaitement, tant qu'elle leur permet de garantir leur pouvoir. Ils ne la remettront en cause, que lorsqu'elle deviendra contre-productive pour eux.

Si objectivement des problèmes existent, et cette structure de sécurité internationale commence à montrer sa faiblesse, notamment en ne permettant pas d'éviter les conflits là où les élites nationales résistent et en ne permettant pas non plus de toujours les résoudre à leur avantage, les Américains tentent encore, à leur manière, de la raccommoder. En particulier en faisant reporter le coût sur les pays vassaux, surtout européens. Et l'UE est là pour y veiller.

Le seul moyen pour la Russie, aujourd'hui, de conduire les Américains à accepter de revoir fondamentalement cette structure, c'est de leur démontrer qu'elle devient toxique pour eux et qu'elle n'est pas « soignable ».

Reste alors le second state : faire accepter une telle architecture et de l'imposer. Ce qui n'est pas dans l'intérêt des atlantistes, car cela remettrait en cause l'un des fondements de leur pouvoir.

Un élément d'équité serait, par exemple, la reconnaissance juridique des nouvelles frontières russes, qui s'appuie, d'une part, sur la chute de l'étaticité en Ukraine après 2014 et, d'autre part, sur la volonté des populations y vivant. Comme l'a affirmé Médinsky : là où le drapeau russe a été levé, il ne peut être enlevé. Or, nous voyons que cela est une impasse : un accord ne peut être trouvé, pas plus aujourd'hui que lors des Accords de Minsk.

À ce second stade, le seul moyen pour la Russie de pouvoir faire accepter un dispositif de sécurité équitable est de l'imposer. Car cela signifierait la capitulation des atlantistes. Or, encore faut-il être en mesure d'imposer. Et cela passe, entre autres, par une victoire militaire incontestable sur le front ukrainien.

On ne négocie pas ce qui est en réalité la capitulation de l'ennemi, quand celui-ci a encore des ressources et la volonté de vous infliger une défaite stratégique. Or, pour les atlantistes, leurs difficultés sur le front ukrainien ne sont que passagères, le but n'a pas changé. Les faibles résultats de cet énième *round* de négociations l'ont démontré.

Les opinions, assertions et points de vue exprimés dans cette section sont le fait de leur auteur et ne peuvent en aucun cas être imputés à RT.

Raconter l'actualité

Suivez RT en français sur Telegram